

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 85 (2023)

Artikel: Châtel-St-Denis et la Grande Guerre
Autor: Pilloud, Elena
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1090490>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CHÂTEL-ST-DENIS ET LA GRANDE GUERRE

Défendre, nourrir, soigner: les mobilisations
d'une commune fribourgeoise face à un événement global.

PAR ELENA PILLOUD

Comment une commune vit-elle l'expérience de la guerre? À quels problèmes l'autorité communale est-elle confrontée et quelles solutions y apporte-t-elle? Car la Première Guerre mondiale, un événement globalisé qui marque durablement les États et les sociétés, laisse également des traces durables à l'échelle locale. Ainsi, cette recherche met en lumière l'action des autorités communales durant la Grande Guerre. En prenant le chef-lieu de la Veveyse comme laboratoire, le mémoire de master à partir duquel est tiré cet article cherche à comprendre l'impact de la guerre sur une localité.

La recherche a été menée à partir des archives de la commune de Châtel-St-Denis et de la presse locale. Si l'accès aux archives communales était facile, la recherche fut bien plus compliquée. Il n'existait pas d'inventaire, ni de classement rigoureux permettant de trouver rapidement les informations et documents souhaités. Il a donc fallu créer un inventaire et fouiller de manière systématique dans les cartons d'archivage, aux titres parfois erronés ou mal datés. Il faut peut-être souligner que, depuis près d'un siècle, aucune recherche d'une certaine envergure n'a été menée sur le chef-lieu veveysan.

CHÂTEL-ST-DENIS EN 1914: LA BONNE ENTENTE CATHOLIQUE

Avant la Première Guerre mondiale, la politique communale est régie par ce que nous avons nommé « la bonne entente catholique ». En effet, les conservateurs, majoritaires, et les radicaux forment des listes d'entente pour les élections communales¹. Ce stratagème évite la véritable compétition politique. Il est certainement rendu possible par l'absence de différence de confession religieuse entre les conservateurs et les libéraux. D'autres listes apparaissent ponctuellement lors des élections, sans pour autant revendiquer une appartenance partisane. Ainsi, le Conseil communal est généralement composé de six conservateurs et de trois libéraux. Le Conseil général, composé de cinquante membres, est élu à partir d'une liste d'entente unique. C'est avec cette configuration politique que Châtel-St-Denis fait face à la Grande Guerre.

Les actions de l'autorité châteloise durant la Première Guerre mondiale peuvent se décliner en trois catégories: défendre, nourrir et soigner. Ces trois verbes forment les trois parties de la recherche.

DÉFENDRE

Durant la guerre, deux cents Châtelois sont mobilisés pour la défense du pays. Près de la moitié sont des agriculteurs. Leur absence se fera douloureusement sentir au cours du conflit, tout comme celle de personnes-clés: le syndic, les conseillers communaux, l'instituteur. Si dans la mobilisation militaire le pouvoir communal ne joue pas un grand rôle, il est en revanche beaucoup plus actif dans trois domaines où il fait le lien entre ses citoyens et l'armée: la fourniture en chaussures pour les soldats indigents, les demandes de congé, les impôts et taxes militaires. Ces trois domaines demandent la mise en place d'un suivi administratif efficace. La commune est responsable de la fixation des cotes de taxation militaire, ce qui s'avère être une tâche complexe. Les sommes imposées aux non-astreints sont très élevées et la méthode de calcul rend possible une taxation au-dessus des moyens de l'homme concerné. La commune pourrait être tentée de mentir sur la situation de certaines personnes, par crainte qu'elles ne tombent dans l'indigence et qu'elles deviennent alors une charge pour la commune.

¹ « Chronique locale et régionale. Coup d'œil sur les élections de dimanche », dans *Echos de la Veveyse*, n° 32, 16.03.1911, p. 3.

Mais les hommes ne sont pas les seuls mobilisés. Les chevaux le sont également. La commune doit prendre en charge les frais de transport de ces animaux, soit le train entre Châtel-St-Denis et Fribourg. Au niveau administratif, Châtel-St-Denis doit tenir le registre des chevaux, gérer et transmettre les réclamations des propriétaires après le retour de leur animal. La gestion des taxes pour les chevaux qui ne sont pas en service lui incombe également. Enfin, les indemnités pour les chevaux mobilisés sont versées aux propriétaires par la caisse communale, qui reçoit ensuite le remboursement de l'armée. La mobilisation équine impose à la commune de nouvelles charges financières et un travail administratif important. Ces contraintes se retrouvent également dans la mobilisation des hommes.

Enfin, la mobilisation des esprits peut être vue comme une stratégie défensive. L'aide humanitaire, entre autres, sert tout à la fois de renforcement de la cohésion nationale et de justification, à l'extérieur, de la neutralité suisse. En s'impliquant dans des œuvres charitables, la population se rassure et participe, d'une certaine manière, aux événements mondiaux. Dans ces domaines, les femmes ont l'occasion d'accomplir leur devoir envers la patrie. Si des actions sont organisées pour les soldats suisses aux frontières, l'expression la plus visible de cette mobilisation se trouve dans l'accueil d'internés militaires français et belges. Ces prisonniers de guerre blessés ou malades arrivent à Châtel-St-Denis le 16 mai 1916. C'est une grande fierté pour la commune de les accueillir, et des fêtes sont organisées en leur honneur, notamment le 14 juillet. Mais au-delà de la charité, les internés militaires apportent des avantages économiques, par exemple une main-d'œuvre bon marché pour l'agriculture.

Châtel-St-Denis, 23.7.16,
Portrait d'un groupe
d'internés militaires. BCU
FR, Fonds Pro Fribourg/
Bourgarel, PRFR 7879.



NOURRIR

Sur le plan alimentaire, la Suisse est complètement impréparée à un conflit. Aux difficultés d'importations s'ajoutent les mauvaises récoltes de l'été et de l'automne 1916, ainsi qu'une forte inflation. Ainsi, il faut à la fois étendre les cultures et rationner. Châtel-St-Denis a une économie agricole tournée vers l'élevage bovin et la production de lait. Lorsque le canton exerce une pression pour intensifier les cultures céréalières, la commune doit agir, même si l'altitude est peu propice à ce genre de culture. L'achat d'une batteuse est, par exemple, très discuté au Conseil général du 12 août 1918². Le législatif communal finit par accepter du bout des lèvres un investissement dont on a conscience qu'il ne servira plus après la guerre. Mis à part les céréales, les cultures et les jardins sont encouragés. Les femmes sont notamment sollicitées dans ce domaine.

Des rationnements sont mis en place pour assurer un accès minimal aux denrées alimentaires. Les cartes de rationnement n'apparaissent pas avant 1917, mais elles concernent de nombreuses denrées. Les foyers récupèrent les différentes cartes auprès de l'administration communale, qui doit encore une fois intégrer cette nouvelle tâche administrative. Pour cela, la commune instaure un « Office communal de la Carte de pain »³, qui compte deux employés, et met en place une commission de ravitaillement⁴. Mais la quantité de denrées disponibles n'est pas le seul problème. Avec l'augmentation du coût de la vie, les prix des aliments constituent aussi une difficulté. La mise en place de cartes de denrées à prix réduit cherche à atténuer ce problème. Le pain et le lait sont concernés par cette mesure.

L'inflation n'explique pas à elle seule les difficultés financières des familles. Les soldats suisses de la Première Guerre mondiale ne connaissent pas la compensation des pertes de gain. Lorsqu'ils sont sous les drapeaux, ils reçoivent une maigre solde. La loi militaire de 1907 oblige toutefois la Confédération, par l'intermédiaire des communes, à aider les familles qui se retrouvent dans une situation d'indigence en raison du service militaire. C'est ce qu'on appelle les « secours militaires ». Et voilà encore une tâche administrative supplémentaire! Mais outre l'administratif, la commune doit avancer le montant des secours, pour se faire ensuite rembourser par la Confédération et le canton. Les montants sont importants et la commune peine à avoir les liquidités nécessaires pour le versement des secours militaires. De plus, la commune n'a pas le pouvoir d'accorder les secours

² Archives communales de Châtel-St-Denis (dorénavant cité A-CSD), Protocole de la séance du Conseil général du 12 août 1918, Conseil général Châtel-St-Denis 1901-1933.

³ « Cartes de pain », dans *Le Messager*, no4, 26.01.1918, p. 1.

⁴ A-CSD, Procès-verbal de la séance du 8 septembre 1917, 01 Administration – 02 Protocoles des séances du Conseil communal XIX^e Vol. Nov. 1914-Oct. 1919.

ni d'en fixer les montants. Cette décision appartient au canton. Avec le temps, le Conseil communal prend l'habitude des conditions d'octroi et cherche aussi à s'épargner des démarches administratives. La commune envoie ainsi son préavis sans demander l'avis cantonal et avance le montant des secours. Cependant, il arrive quelques fois que la décision cantonale soit plus restrictive et n'accorde pas le secours ou baisse le montant. Dans ce cas, la commune, qui n'est pas remboursée de l'avance versée en trop et n'a pas le droit de la réclamer au citoyen, perd de l'argent.

SOIGNER

La fièvre aphteuse touche Châtel-St-Denis au moment où la population pouvait enfin espérer des jours meilleurs. Cette épizootie fait des dégâts dans une agriculture éprouvée par les privations des années de guerre. La fièvre aphteuse est une maladie touchant les animaux de ferme. Le taux de mortalité animale est en principe très faible, mais la maladie induit une perte économique en empêchant le travail de labour tout en entraînant un amaigrissement et un arrêt de lactation chez les bêtes touchées. Elle ne se transmet que dans de très rares cas à l'homme. Le problème n'est donc pas celui de santé publique mais bien d'économie. Durant la Première Guerre mondiale, il n'existe presque pas de solutions prophylactiques et les méthodes pour circonscrire l'épizootie sont l'isolement et l'abattage. En Veveyse, la fièvre aphteuse ne sévit pas durant la guerre, mais apparaît et se répand à l'automne 1919, alors que la vie retrouve une certaine sécurité alimentaire. À l'apparition de l'épizootie sur le territoire communal, le préfet ordonne la fermeture immédiate des écoles et exige que les clients des auberges désinfectent leurs chaussures à l'entrée⁵. La commune doit également organiser le ravitaillement des « personnes séquestrées » à leur domicile pour enrayer la propagation de l'épizootie. Les fermes infectées doivent en outre être surveillées. Ces mesures sont ordonnées par les autorités cantonales, mais les frais qui en résultent incombent à la commune⁶.

Châtel-St-Denis est bien sûr également touchée par la grippe espagnole. La commune possède déjà sur son territoire un hôpital, mais il s'avère rapidement insuffisant. Le Conseil communal organise un lazaret proche de l'hôpital Monney, pour lequel il touche des subsides de la Confédération. Selon nos estimations, la grippe espagnole sévit au niveau communal dans les mêmes proportions que dans le reste de la Suisse. Au-delà de

⁵ A-CSD, Lettre de la Préfecture de la Veveyse au Conseil communal, 27 novembre 1919, 09 Agriculture – 08 Bétail sanitaire 1808-1935.

⁶ A-CSD, Lettre de la Préfecture de la Veveyse au Conseil communal, 15 décembre 1919, 09 Agriculture – 08 Bétail sanitaire 1808-1935.

la tragédie humaine, la grippe espagnole prive la commune de personnalités importantes pour son fonctionnement. Tout d'abord, le Conseil communal déplore la perte d'un de ses membres. Dans la même semaine, le préposé au ravitaillement est également emporté et son remplaçant est mobilisé, très certainement en raison de la grève générale. L'office du ravitaillement est « complètement désorganisé » à la suite non seulement du décès de son préposé, mais aussi du président de la commission⁷. Les congés militaires d'août 1918 étant suspendus, le Conseil communal doit encore organiser la rentrée des récoltes des agriculteurs de la commune retenus en service. D'ailleurs, Châtel-St-Denis déplore deux de ses soldats morts de la grippe espagnole.

Diverses mesures sont prises pour tenter de freiner la propagation de la grippe espagnole. Le canton de Fribourg ferme les écoles le 12 juillet et la rentrée scolaire d'août est reportée. Les festivités de la Bénichon sont interdites. Les communes ont la possibilité de restreindre les heures d'ouverture des établissements publics et une liste des personnes malades doit être transmise à la préfecture chaque semaine⁸.

Enfin, il y a encore une plaie à soigner: la grève générale. À Châtel-St-Denis, nous n'observons aucune trace de grève ou d'agitation dans les sources. Cependant, une garde civique de 140 hommes armés est mise sur pied à Châtel-St-Denis. L'impulsion de sa création vient d'une incitation préfectorale, simple relai des injonctions du gouvernement cantonal. Cette garde civique est active au moins jusqu'en septembre 1919, mais il n'a pas été possible de connaître le détail de ses activités et sa date de dissolution. Le souvenir durable laissé par la grève générale est celui des soldats fribourgeois mobilisés à Berne, et en particulier les soldats décédés, touchés, non par des balles, mais par la grippe espagnole. En effet, la grève a lieu lors de la deuxième vague de l'épidémie. Pour les milieux bourgeois et l'armée, les grévistes sont responsables de la mort de ces hommes. Cette mort fauchant les hommes sous les drapeaux sera à l'origine de nombreuses commémorations et monuments, et Châtel-St-Denis ne fait pas exception. Les « morts pour la patrie » sont en effet perçus comme des héros et la cérémonie *In Memoriam* a lieu dans le chef-lieu veveysan dès 1919. Le souhait de l'érection d'un monument commémoratif apparaît une première fois en janvier 1919 et refait surface en 1928 à l'occasion des dix ans de la grève générale. L'impulsion ne vient pas de sociétés militaires ou patriotiques, mais du Conseil communal, en la personne du nouveau syndic Robert Colliard. Le monument sort finalement de terre en 1931.

⁷ A-CSD, Procès-verbal de la séance du 9 novembre 1918, 01 Administration – 02 Protocoles des séances du Conseil communal XIX^e Vol. Nov. 1914-Oct. 1919.

⁸ A-CSD, Lettre de la préfecture au Conseil communal, 21 octobre 1918, 10 Police – 18 Sanitaire humain 1829-1960.



UN IMPACT DURABLE

La commune de Châtel-St-Denis voit son administration se développer durant la Grande Guerre. La commune est en effet le délicat intermédiaire entre la population et les autorités fédérales et cantonales. Elle a pour tâche de satisfaire aux exigences venant d'en-haut tout en répondant aux besoins venant de ses habitants et de ses ressortissants. Mais les finances communales sont au plus mal à la fin du conflit.

Au niveau politique, la Première Guerre mondiale a eu pour conséquence une politisation de la commune. Lors des premières élections d'après-guerre, les électeurs voient apparaître, à la place d'une unique liste d'entente, quatre listes: la « liste conservatrice », la « liste du parti ouvrier et non-bourgeois », la « liste libérale-radical » et la « liste du parti agraire »⁹. L'entente est rompue et jamais une élection ne semble avoir autant fait débat à Châtel-St-Denis que celle de 1922. Le nouveau Conseil communal est composé de trois conservateurs, deux libéraux-radicaux, trois agrariens et un ouvrier. Ce tournant est certainement dû à la population paysanne de Châtel-St-Denis. D'un côté, l'agriculture sort du conflit affaiblie par

Monument aux morts de Châtel-St-Denis. Texte de la plaque: « Aux soldats de la Veveyse morts pour la patrie - 1914-1918 - R.I.P. ». Photo: Francis Pilloud.

⁹ A-CSD, Listes des partis pour l'élection du Conseil communal du 12 mars 1922, 01 Administration – 18 Elections 1834-1949.

la situation économique et l'épidémie de fièvre aphteuse qui sévit, mais d'un autre côté renforcée dans sa légitimité par les services indispensables rendus à la patrie en termes d'approvisionnement et de défense. Les agriculteurs trouvent alors dans le parti agraire et dans la personnalité de son fondateur, Robert Colliard, une défense de leurs intérêts que l'entente ne leur offrait pas. Châtel-St-Denis a trop changé pour continuer sur le même fonctionnement et selon les mêmes pratiques politiques. Cette élection marque la fin de l'hégémonie conservatrice et le début d'une domination durable de la politique châteloise par le parti agraire, futur UDC-PAI.

BIBLIOGRAPHIE

BERDAH Delphine, *Abattre ou vacciner. La France et le Royaume-Uni en lutte contre la tuberculose et la fièvre aphteuse (1900-1960)*, Paris: Éditions EHESS - Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2018.

COTTER Cédric, *(S')Aider pour survivre. Action humanitaire et neutralité suisse pendant la Première Guerre mondiale*, Chêne-Bourg: Georg Editeur, 2017.

GRANDJEAN Sylvain, « La grippe espagnole (1918-1919). Deuils, rumeurs et récupération politique », dans *Cahiers du Musée gruérien*, no12, 2019.

PILLOUD Elena, *Châtel-St-Denis: une commune mobilisée pendant la Première Guerre mondiale*, Mémoire de master, Université de Fribourg, 2021.